

Éditorial

La politique migratoire requiert une large acceptation politique et sociale

Forte de sa tradition humanitaire, la Suisse est l'un des pays au monde qui compte la plus importante proportion de requérants d'asile par rapport au nombre d'habitants. Elle est aussi et surtout un pôle d'attraction pour la main-d'œuvre étrangère qualifiée. Avec une population composée pour plus de 30% de ressortissants d'origine étrangère, la Suisse est traditionnellement, avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, l'un des grands pays d'immigration.

Depuis vingt ans, nos entreprises éprouvent fortement le besoin de disposer d'une main-d'œuvre plus qualifiée. La Suisse a su adapter sa politique migratoire aux impératifs de son économie. La suppression du statut de saisonnier dans les années nonante et l'introduction progressive de la libre circulation des personnes avec l'UE depuis 2002 en sont deux exemples marquants. L'accès facilité au marché européen de main-d'œuvre qualifiée a encore accru l'attrait de la place économique suisse pour les entreprises et permis la création de nombreux emplois de haute valeur.

Toutefois, la politique migratoire requiert une large acceptation politique et sociale. Trois points me paraissent essentiels dans le cas de la Suisse: premièrement, il faut réussir à intégrer la population étrangère. Elle l'est sur le marché du travail à un niveau très élevé en comparaison internationale. Des potentiels d'amélioration existent, en particulier pour les anciennes volées d'immigrants, les réfugiés reconnus et les personnes admises à titre provisoire. Deuxièmement, il faut tenir compte des préoccupations légitimes de la population du pays. Dans le domaine de la formation et du perfectionnement, de même qu'à travers la politique du marché du travail, nous voulons créer les conditions permettant aux entreprises de couvrir leurs besoins en main-d'œuvre qualifiée en faisant en grande partie appel à la population résidante. Par nos mesures d'accompagnement, nous veillons à ce que la concurrence étrangère respecte les standards minimaux acceptés. Troisièmement, l'immigration pose des problèmes différents d'une région à l'autre, en matière de développement territorial ou d'infrastructures notamment.

Le peuple suisse a contribué à façonner la politique actuelle relative aux étrangers et l'a plusieurs fois confirmée. Il sait que la population résidante a tout à gagner de l'immigration. Un débat portant sur l'importance mais aussi sur les futurs défis de l'immigration est par conséquent capital. La présente édition de *La Vie économique* entend apporter sa pierre à l'édifice.



Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, secrétaire d'État
Directrice du Secrétariat d'État à l'économie SECO